



métropoles et centres secondaires en Afrique: à quoi servent les villes?

par Jacques Champaud

« Explosion urbaine », « déferlement des ruraux », « insécurité », « délinquance », « bidonvilles » et bien d'autres expressions encore sont souvent utilisées pour parler du phénomène urbain en Afrique. Elles donnent de la ville une image négative.

Elles sont employées, fréquemment par les hommes politiques, les responsables administratifs et aussi par l'homme de la rue...

Pourtant, en regard des métropoles

qui se multiplient dans le Tiers-Monde, ne peut-on proposer comme alternative le développement de villes secondaires de taille plus humaine et de gestion plus aisée,

afin de rééquilibrer démographiquement et économiquement le continent africain.

Faut-il avoir peur de la ville ?

De nombreuses personnes ont peur de la ville. Ce sont quelquefois les paysans qui y voient un phénomène lointain, étranger à leur univers quotidien et qui se sentent un peu perdus quand ils errent dans les rues de la capitale. Ce sont les citadins eux-mêmes qui, oubliant les raisons pour lesquelles ils sont venus en ville (une large part des citadins actuels, en effet, sont nés à la campagne et ont migré vers la ville), n'en retiennent tout à coup que les inconvénients : la cherté de la vie, la longueur des déplacements, le manque de travail.

Ceux à qui la ville fait peur ce sont aussi, parfois, les hommes politiques qui se trouvent confrontés à un phénomène qu'ils ne peuvent contrôler. Ce qui inquiète, à coup sûr, c'est le rythme d'accroissement des villes. L'Afrique de 1960 (année de l'indépendance pour une bonne partie des États au sud du Sahara) était très peu urbanisée : environ 15 habitants sur 1 000 résidaient dans une ville. Actuellement ce taux d'urbanisation est de l'ordre de 30%. C'est encore bien moins que dans les autres continents. Mais la rapidité de la croissance a été spectaculaire : 6 à 7 % en moyenne par an et de nombreuses villes ont atteint les 10 % annuels : Abidjan par exemple qui voit sa population doubler tous les sept ans depuis une trentaine d'années. Et c'est bien cela qui fait peur aux responsables car la croissance de la population est bien plus rapide que l'augmentation des emplois en ville, la mise à disposition de nouveaux terrains à bâtir ou la construction des équipements indispensables. S'ajoute à ces préoccupations la crainte du nombre : dans les

grandes villes, les mal logés, les sans travail, les jeunes constituent une population dite instable, qui accumule les mécontentements et peut à l'occasion manifester, voire se révolter contre le régime en place.

La ville, pourtant, est nécessaire

Les civilisations traditionnelles du continent sont, à quelques exceptions près, des civilisations rurales et à l'heure actuelle encore la plus grande partie de la population africaine vit à la campagne. Mais il n'y a pas de modernisation possible, ni de progrès économique sans une armature urbaine cohérente et efficace. Et peut-être faut-il se poser d'abord la question : qu'est-ce qu'une ville ?

Parmi les multiples définitions possibles de la ville, nous retiendrons trois caractéristiques qui paraissent les plus importantes :

- La ville est une agglomération qui réunit en un même lieu un nombre variable d'habitants : selon les pays, ou les auteurs, le seuil est fixé à 2 500, 5 000 ou 10 000 habitants.

- Une partie de la population a des activités non agricoles. On estime généralement pour qu'il y ait une ville, que le nombre d'actifs du secteur agricole doit être inférieur à celui du secteur secondaire (industrie, artisanat) et du secteur tertiaire (le commerce et les services en général). Mais on pourrait citer de nombreux cas de villes, petites ou moyennes, dans lesquelles une part majoritaire de la population continue à vivre de l'agriculture.

● La ville est un centre de services. Elle se distingue par l'existence d'équipements spécifiques : elle est le siège d'administrations, d'équipements scolaires ou sanitaires, de commerces, de banques, d'activités de transport. Les lycées par exemple, ou les hôpitaux, ou les banques sont utilisés par une population plus ou moins vaste. La principale question est de savoir s'ils sont utilisés uniquement par les citadins ou bien, dans une mesure équivalente, par les ruraux. Ces équipements, comme bien sûr les commerces et les transports, sont nécessaires aux paysans, et leur efficacité est accrue s'ils sont regroupés en un même lieu et non dispersés dans la nature.

Mais les villes n'ont pas toutes le même niveau d'équipement, ni la même taille, ni la même utilité. Et il faut bien reconnaître que les grandes villes posent une série de problèmes et de difficultés de gestion.

Les grandes villes

La plupart des pays de l'Afrique au sud du Sahara ont un réseau urbain déséquilibré : il existe une ville très importante, une métropole, qui est souvent en même temps la capitale ; le port et le principal centre industriel. Dakar, Abidjan, Accra, Kinshasa, Lagos (et quelques autres) sont des villes « millionnaires » (elles ont plus d'un million d'habitants), et il n'existe pas en-dessous d'elles de villes capables de les équilibrer sur le plan économique. On dit que ces États souffrent de macrocéphalie, la tête est trop grosse par rapport au reste du pays. De plus, l'évolution démographique récente montre que, même si certains centres ont un taux de croissance annuelle plus élevé en pourcentage, ces métropoles continuent souvent à accueillir chaque année un nombre de migrants plus important que l'ensemble des villes de l'intérieur.

Un certain nombre de problèmes sont liés à la taille même de la ville :

- C'est tout d'abord la consommation d'espace par les constructions, d'autant plus étendue que le type d'habitat dominant, en dehors des quartiers centraux est la maison individuelle.
- Cette extension spatiale pose aussi aux citadins des problèmes de déplacements : les lieux d'habitation sont souvent éloignés des lieux de travail et le temps de transport (que celui-ci s'effectue à pied, en taxi collectif ou en bus) ampute une partie de la journée.
- La rapidité de la croissance urbaine et l'absence fréquente de planification entraînent le développement, aux marges de la ville, de quartiers mal organisés sur le plan interne, mal équipés (il n'y a pas d'adduction d'eau, ni d'électricité), mal desservis par les transports. Ce sont généralement ces quartiers « spontanés » qui connaissent les plus mauvaises conditions d'habitat, l'entassement, et aussi les plus mauvaises conditions sanitaires.
- Les emplois salariés, quelle que soit la taille de la ville, sont en nombre insuffisant par rapport à la population active. Mais il faut tenir compte du fait que de nombreux citadins travaillent dans le secteur dit informel. Ce terme vague recouvre les nombreuses petites activités du commerce, de l'artisanat, des transports : ceux qui y travaillent ne sont pas employés de façon continue, ne perçoivent pas, souvent de salaire régulier, ou bien sont à leur compte et travaillent avec un ou deux apprentis. Ce qui rend la situation plus difficile de trouver à s'employer dans des activités agricoles, à cause notamment de l'extension spatiale de la ville.
- Les problèmes de pollution sont plus graves dans les grandes villes. Pollution industrielle parfois : dans la phase croissante d'industrialisation, les pouvoirs publics, trop heureux de voir des entreprises s'installer, ont souvent négligé ce problème et la situation est maintenant difficile à maîtriser en certains endroits. Mais il y a aussi la pollution due à la ville elle-même : le ramassage des ordures ménagères par exemple est souvent effectué de façon aléatoire et incomplète ; dans certains quartiers, les rues, les carrefours sont encombrés de tas d'ordures qui sont autant de lieux d'insalubrité. En outre, bien souvent aussi on ne sait quoi faire de ces ordures, sinon les entreposer à l'extérieur de la ville dans des zones souvent proches des habitations (et l'on voit même dans certaines villes, Dakar par exemple, ou Le Caire, que les habitants vivent sur ces décharges municipales).
- Les grandes villes sont en proie aussi à des problèmes d'insécurité ; celle-ci s'accroît souvent avec la taille de la ville. La disparition des structures sociales de contrôle, la crise économique et la montée du chômage sont des facteurs aggravant cette insécurité.
- Enfin, on peut noter que les grandes villes sont également plus acculturées que les autres, plus tournées vers l'étranger et que leurs habitants adoptent plus facilement les modes de vie, la culture, les habitudes alimentaires de l'Occident.

La centralisation

Ces difficultés des grandes villes s'accompagnent d'un autre élément, dangereux pour un développement équilibré : l'accentuation de la centralisation. Les services dont nous parlions plus haut, c'est dans la capitale qu'ils sont concentrés à leur niveau supérieur : il s'agit principalement des ministères, des administrations centrales, des directions des banques, des sièges sociaux des entreprises importantes. Il peut difficilement en être autrement. Vingt-cinq années d'indépendance ont accentué des tendances qui étaient latentes, déjà à l'époque coloniale (particulièrement dans les colonies françaises, conformément aux traditions bien établies du centralisme). Tout naturellement se sont installées dans la métropole au cours de cette période, les représentants diplomatiques, les institutions plurinationales, mais aussi les commerces spécialisés s'adressant à une clientèle étendue. Par ailleurs, la multiplication des centres administratifs a eu pour objectif non pas de déconcentrer l'administration mais de mieux contrôler les populations. D'autant que s'est imposé dans presque tous les pays l'existence d'un parti unique. Tout ceci ne conduit guère au respect des diversités régionales ni à la libre expression des citoyens, mais renforce, au contraire, le pouvoir de la capitale.

Dans le même temps, les organismes chargés du développement sont eux aussi très centralisés et ont le plus souvent leur siège et leurs principales installations dans la capitale. Ces organismes sont, soit des offices de commercialisation qui sont chargés de collecter et d'acheminer vers le port d'exportation le cacao, le café, l'huile de palme, le coton ou l'arachide (ils sont relayés pour l'exportation proprement dite par les Caisses de Stabilisation ou les Marketing Boards), soit des sociétés de développement (comme les « SODE » de la Côte-d'Ivoire il y a quelques années : SIDERIZ, SODEPALM... ou au Cameroun : SODECOTON, SODECAO, SOCAPALM, HEVECAM). L'objectif de ces dernières est aussi, pour la plupart d'entre elles, de produire : dans ce cas, elles exploitent de grands domaines agricoles à l'aide de salariés (ceux-ci étant entourés parfois de plantations paysannes), gèrent des usines de transformation et exportent leur production. Bien souvent ce sont des actions très concentrées qui ont peu d'effet d'entraînement sur la région. Ces sociétés, ou ces grandes plantations vivent un peu en autarcie, effectuent dans la métropole leurs achats, y font souvent réparer leurs machines et n'utilisent guère la ville voisine. Elles concourent

ainsi à y accroître le poids de la capitale économique du pays.

Tout ceci, c'est-à-dire l'hypertrophie d'une métropole sur le plan de la fonction de commandement, des services, ou de la vie économique, est-il une fatalité de l'histoire de pays jeunes ? Est-il possible d'imaginer une autre politique de développement qui fasse davantage appel aux initiatives locales et prenne appui sur les villes secondaires ?

Les villes secondaires

Sans chercher à donner une définition « scientifique » de cette appellation, nous désignons simplement par ce terme les villes qui ne sont ni la capitale ni le port principal du pays. Quel intérêt pour le développement de cette catégorie de centres urbains ? Tout d'abord leur taille, moindre que celle des métropoles, les rend plus faciles à gérer. La densité de l'occupation de l'espace est généralement moindre, les parcelles d'habitations plus vastes, les habitants peuvent se contenter plus facilement d'une maison de type rural.

L'alimentation est également plus facile. De nombreux espaces non bâtis, ou bien la « concession » elle-même, sont cultivés et il est plus facile d'aller à proximité de la ville pour pratiquer des cultures vivrières.

De plus, ces centres sont mieux intégrés à leur région et à leur environnement que les métropoles. Les structures sociales (et donc le contrôle des jeunes par exemple) sont plus vivaces. Les relations avec la campagne demeurent nombreuses et les échanges de services et de vivres assurent ainsi une meilleure alimentation des citadins. D'autant que le nombre moins élevé d'étrangers fait moins jouer le facteur d'imitation ou d'acculturation sur le plan des habitudes alimentaires.

Les centres secondaires peuvent être un facteur de développement si plusieurs conditions sont réunies. La première est une bonne intégration ville-campagne grâce à un réseau routier correct, le relais de marchés et un système de transports efficace pour les personnes et les marchandises. Une autre condition est l'existence en ville de services qui soient utiles aux paysans (et pas seulement aux citadins), c'est-à-dire d'organismes de crédit ayant un pouvoir de décision sans recourir à chaque fois à l'avis des bureaux de la capitale pour la moindre

seringue- interrupteur : bricolage vu en Erythrée*



décision, des coopératives efficaces, des commerces capables de fournir ce dont les paysans ont besoin : engrais, semences, outillage agricole, et des artisans pour entretenir et réparer le matériel. Dans cette perspective les sociétés de développement pourraient jouer un rôle important si elles recouraient aux services de la ville (quitte à prendre en partie en charge la formation de certains artisans) au lieu de vivre en autarcie ou de s'orienter uniquement vers la ville principale.

Prenons un exemple : une société qui a son propre atelier de réparation ou sa propre flotte de camions aura moins d'effets d'entraînement sur le plan de l'économie régionale que si elle utilise des artisans, réparateurs ou transporteurs locaux qui développent eux-mêmes leur entreprise.

Si ces divers facteurs sont réunis, les villes secondaires peuvent devenir des foyers d'intensification et de diversification des échanges. Mais ce n'est pas tout à fait suffisant.

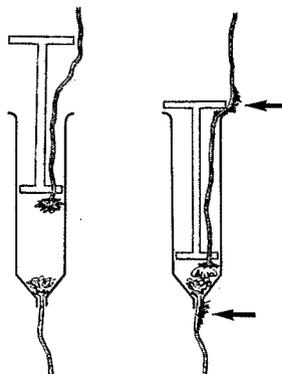
Le développement, c'est aussi un problème politique

En effet, c'est toute une logique historique qu'il convient d'inverser si l'on entend développer l'intérieur des pays et pas seulement la frange côtière. Pendant vingt-cinq ans, les jeunes nations africaines se sont efforcées de construire un État. La plupart y ont réussi. Mais en utilisant comme instrument essentiel la centralisation à outrance, plus encore qu'à l'époque coloniale. Il faut inverser le processus si l'on ne veut pas voir se développer des concentrations incontrôlables de populations au sein de villes plus que millionnaires. Et cela suppose que le milieu rural soit davantage organisé avec des dirigeants responsables. Cela suppose aussi que soit revalorisé le revenu agricole par rapport à la ville ; mais aussi, que les régions et les villes secondaires aient un réel pouvoir de décision sur le plan économique. Un peu plus d'autonomie, un peu plus de liberté pour les paysans, pour les villes, pour les régions devraient alors conduire à un peu plus de développement pour tout le monde.



« ..., les conducteurs d'une installation fixe d'un hôpital, dispensaire ou logement sont souvent rigides et certainement pas faits pour subir un mouvement de va-et-vient. Ce conducteur mal-traité dans une seringue finira par se fatiguer (eh oui, les matériaux aussi se fatiguent !) et si des parties du fil conducteur se dénudent, l'utilisateur, qui peut être pieds nus sur le sol, risque de se faire électrocuter s'il touche directement le conducteur. L'ouverture de l'interrupteur pour interrompre le passage du courant est difficile, et la tendance sera peut-être de laisser la lampe allumée. L'argent dépensé par cette consommation inutile d'électricité pourrait servir à l'achat d'un « vrai » interrupteur... par exemple. En guise de conclusion... je vous suggère une bonne idée : achetez un nouvel interrupteur (moins de 1 000 F CFA), et en plus de la sécurité que vous assurerez ainsi à vos patients, vous y gagnerez en esthétique ! ».

Marcel Hoefmans
Projet Pikine
BP 10 015
Dakar - Sénégal



Cet avis est intéressant mais il ne faut pas oublier que :

- ce système fonctionne en pratique ;
- il n'est pas toujours possible de trouver un nouvel interrupteur.

Le système est bon... et les remarques pertinentes !



* D.S. n° 55

F1

DEVELOPPEMENT ET santé

n° 59 octobre 1985

REVUE BIMESTRIELLE RÉALISÉE EN COLLABORATION
ENTRE FRÈRES DES HOMMES ET MÉDICUS MONDIAI



revue de
perfectionnement
infirmier en
pays tropical

- médecine 2 **la rage**, par François Mean.
- 5 **réponse** au questionnaire du n° 58.
- chirurgie 6 **examen d'un adulte présentant une douleur abdominale aiguë**, par François Pernin.
- 11 **questionnaire**.
- labo/technique 12 **le diagnostic au laboratoire des mycoses superficielles**, par Jean Dupouy-Camet.
- thérapeutique 14 **les antifongiques**, par Jean Dupouy-Camet.
- éducation sanitaire 17 **l'eau de boisson**, par Bernard Lagardère.
- 19 **erratum**.
- développement 20 **métropoles et centres secondaires en Afrique: à quoi servent les villes?** par Jacques Champaud.
- courrier des lecteurs 23 **seringue-interrupteur: bricolage vu en Erythrée**.
- hygiène 24 **isolement des sujets atteints de maladies transmissibles**, par Marie-José Krending et Francine Tanner.
- témoignage 27 **piqûres de scorpion**, par Olivier Isaac Bismuth.

O.R.S.I.O.M. fonds documentaire

N° : 42193, ex 4

Cpte : B

Cette Revue a bénéficié d'une subvention du Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement.

DIRECTEUR : Dr B. Lagardère — RÉDACTEUR EN CHEF : Dr Ph. Reinert — SECRÉTAIRE : M.C. Carantin — IMPRIMERIE BLANCHARD - Le Plessis-Robinson — Tirage : 6.000 exemplaires — PARUTION : Tous les 2 mois — TARIF D'ABONNEMENT : Afrique, Asie, Amérique latine F CFA 2250 — Europe et autres continents FF 90 — PRIX DU NUMÉRO : 15 FF — COMMISSION PARITAIRE : N° 57 910 — DIRECTION, RÉDACTION, ABONNEMENTS : Développement et Santé, 1, rue de Savoie, 75006 Paris — Tél. 633.75.30 — C.C.P. Paris 398 N